



La Commune



Gagner ensemble ou perdre les uns après les autres ?

Publié le novembre 2002



Editorial

Le gouvernement Chirac - Raffarin est donc bien décidé à aller jusqu'au bout de la décentralisation engagée dès 1982 - 1983 par le gouvernement de l'époque, celui de Mitterrand - Mauroy - Fittou.

Décentraliser, c'est quoi au juste ? C'est tout simplement faire en France ce qui est déjà engagé dans le reste de l'Europe, à un rythme plus ou moins rapide, et en application du traité de Maastricht : démanteler l'Etat, dépecer le pays, se débarrasser du luxe des services publics centralisés qui assurent l'égalité, même imparfaite, des citoyens devant la santé, l'école, les transports, le courrier...

Un bel exemple de cette décentralisation : la Grande - Bretagne, avec ses accidents de train, ses voiries non entretenues, ses malades dont on vérifie, avant de les soigner, s'ils sont solvables...

Moins d'Etat, certes, mais plus de police, plus de prisons et de matons. Car il faut bien se préparer à contenir la colère des pauvres et qu'il est bien plus facile, c'est connu, de réprimer quelqu'un qui mendie " agressivement " qu'un délinquant en col blanc qui a détourné des millions de petits porteurs en Bourse.

Michel Vauzelle, Président (PS) de la région PACA a dernièrement commis un livre à la gloire de la décentralisation. Il y écrit : " La région est le cadre le plus approprié pour redonner vie à une démocratie solidaire ". A l'appui de son argumentation, il fait appel à...De Gaulle, effectivement précurseur de l'idée de régionalisation, qui écrivait, le 24 mars 1968 : " La France a eu besoin d'un pouvoir fort pour se faire, elle a aujourd'hui besoin d'un pouvoir décentralisé pour ne pas se défaire ".

Le dirigeant du PS a juste oublié un détail : De Gaulle écrivait ces lignes juste deux mois avant mai - juin 68 et un an avant sa défaite au référendum " de régionalisation du 27 avril 1969 ". La population française, majoritairement, a repoussé le dépeçage et la mise sous la coupe réglée du corporatisme que lui proposait De Gaulle.

Michel Vauzelle a visiblement oublié les leçons de la cuisante défaite de Jospin et de son parti en avril dernier. Cela frise le masochisme. Tous les goûts sont dans la nature.

Il reste que les agents de l'EDF - GDF ont indiqué, et de quelle manière, par une grève ultra - massive, le 3 octobre, qu'ils ne veulent pas de la remise en cause de leur régime de retraite et du démantèlement du service public EDF - GDF.

Les enseignants, à leur tour, le 17 octobre, ont réaffirmé leur volonté de défendre l'école publique.

Chaque jour, les salariés indiquent leur détermination face aux suppressions de postes programmées par dizaines de milliers, que ce soit à Hewlett Packard à Angers, dans le groupe SNPE de Toulouse, à Wittelsheim en Alsace contre la fermeture de la mine de potasse, à Morlaix contre la fermeture de Bastide Electronique...

Que manque - t - il alors ? Peu de choses pourtant. Il suffirait de répondre à cette question bien simple : peut - on gagner séparément, ceux de la RATP en journée d'action le 25 septembre, ceux d'EDF le 3 octobre, puis les enseignants le 17, puis, à qui le tour ?

Ne serait - ce pas plus économique, plus efficace et plus logique, si les salariés étaient appelés, ensemble, public - privé, dans l'unité syndicale, le même jour, à la même date ? Où est le problème ?

Le 26 novembre prochain, les agents SNCF ont droit eux aussi à leur journée d'action. Elle aussi sera massivement suivie, mais elle aussi est prévue sans lendemain.

Alors, enfin, car le temps presse, pour la défense des services publics, contre la suppression des postes, pour le respect des régimes de retraites : le 26 novembre, TOUS ENSEMBLE ! Où est le problème ?